

3 €
ISSN : 1264 9112

le Coquelicot

n°41

BIMESTRIEL
avril
2004



Russie

*Le pétrole, Dieu,
le tsar, la patrie...*



négociations...



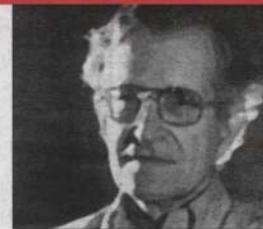
... pièges à action

l'onde bout



*...dans une urne
trop pleine*

havane



*On nous parle
de Chomsky*



toulouse

alternative libertaire



ÇA M'ÉNERVE...

Ils ont botté et puis après ?



● Les Français ont botté fort ! Ils auraient aussi botté utile. Certes l'arrière-train de Raffarin avait été prévu assez large pour encaisser le coup porté et les hommes de main du baron n'ont pas l'air plus émus que ça. Mais l'essentiel est ailleurs : tout est rentré dans l'ordre, les abstentionnistes et les égarés du printemps 2002 ont fait amende honorable. Et si les modestes nous assurent que tout n'est pas encore rose au Parti Socialiste ni dans les épicerie de la gauche plurielle, il faut tout de même comprendre que les gens sérieux et responsables sont de nouveau en charge des espérances populaires. Pour être compatible avec les urnes l'utopie se voulait réaliste. L'alternative sera donc boutiquière.

Et les boutiquiers ne remercierons jamais assez l'extrême gauche, LCR LO et autres alternatifs autoproclamés, qui à l'occasion des régionales ont fait pour PS le travail que celui-ci avait fait pour Chirac en 2002. Avec une mention spéciale pour les Alternatifs de Midi-Pyrénées. Il faut se rendre à l'évidence : faire dans la cour des grands de la politique autrement consiste à la faire n'importe comment. Que ce ne soit pas notre choix n'est pas le problème. Ce qui choque dans cette histoire, c'est que ni Bataille ni Desmars ni Simon ni la plupart des autres ne sont des perdreaux de l'année, on a du mal à croire qu'ils aient découvert les réalités de la politique "institutionnelle" le lundi soir suivant le premier tour, et qu'il soit nécessaire qu'ils se fassent, comme prévu, empapaouter par les vieux singes pour qu'ils trouvent les règles du jeu dégueulasses et comprennent que le PS n'a pas changé... Dans la démocratie de marché, il ne suffit pas de se découvrir cocu, il faut aussi savoir s'en satisfaire.

On fait quoi maintenant ? On fait comme si de rien n'était, au hasard des rencontres aux coins du "mouvement social" ? On recolle les morceaux "alternatifs" en espérant ne pas les voir s'éparpiller à la prochaine échéance électorale ?

> Ravachefolle

L'alternative sera donc boutiquière

ÉCOLE DE COMMERCE

L'école, c'est

L'école s'aligne de plus en plus sur les besoins du monde marchand, Le savoir devenu un produit dispensé par des maîtres "répondant à la commande" a maintenant besoin de son label qualité, comme un Roquefort son AOC. Les maîtres aussi par la même occasion.

Cette labellisation a déjà une histoire. Avec la mise en concurrence depuis 1989 des écoles primaires par l'intermédiaire des projets d'écoles, nous trempions déjà le bout des arçons dans le bain libéral. Et n'étaient pas rares ceux qui, en mal de reconnaissance professionnelle, trouvèrent que l'eau était bonne.

Des années de marketing éducatif...

C'était l'époque où fleurissaient, tout au moins dans les premières années de la loi d'orientation, des plaquettes présentant le projet de l'école et les maîtres sensés le mener à bien. Cette conception, directement héritée du "caractère propre" revendiquée par les écoles privées a institué le consumérisme scolaire dans une école élémentaire publique jusqu'alors relativement épargnée par le phénomène. Celui-ci s'est depuis enraciné, les parents exigeant logiquement que l'offre corresponde à la demande, demande elle-même provoquée par le Ministère de l'Éducation en lançant ce nouveau produit sur le marché que constituait la "Nouvelle Politique à l'École" (N.P.E.) de Lionel Jospin.

Si on ajoute à cela le culte de l'évaluation qui prit corps durant cette dernière décennie, auquel se rallièrent mandarins des "sciences" de l'édu-

cation, syndicats et mouvements pédagogiques, tout est alors bien en place sur les rayons du magasin. Les produits attendent leurs étiquettes et les chefs de rayons distribueront l'augmentation au mérite que le client aura plébiscité.

On comprend alors mieux avec quelle facilité les gouvernants actuels avancent sur leur projets d'avancement au mérite et de "chéfaillisation" du système éducatif sur fond de privatisation : l'école, c'est déjà une entreprise.

Mac Do /EDF une saine concurrence privé/public sous les préaux

Les temps étant aux vaches maigres question financements, les projets d'actions éducatifs (PAE) sont là pour départager les postulants aux maigres subsides publics. Et là, il faut montrer patte blanche, bien être dans la ligne du "politiquement éducatif correct" défini et redéfini périodiquement par l'institution. Droits des femmes, de l'enfant, de l'homme, citoyennisme sont les principaux vernis démagogiques du credo actuel. Écrire un projet tarte à la crème pour rafler le magot est devenu une habitude si on veut que la BCD fasse son plein de livres, que des auteurs, des musiciens viennent nous faire profiter de leurs lumières... Tout est rendu consom-

comme le fromage au label rouge

quand c'est bon c'est écrit dessus...

mable, consommable même à l'instar des contrats précaires des CES-Emploi-jeunes et maintenant Assistants d'Éducation qui se succèdent pour répertorier les livres de la BCD citée ci-dessus. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement dans une société marchande gouvernée par un Etat et des patrons ayant affublé la concurrence de vertus démocratiques ?

Notre école fonctionne sur ce mode de mise en concurrence dans un nombre croissant de domaines. Il y a bien sûr les intrusions du marché dans l'école aussi évidentes que vulgaires : les sponsoring Mac Do, les valises pédagos de Vivendi et plus près de nous la campagne pour les droits de l'enfant, sponsorisée également. Mais ne voir que ce bout de l'iceberg nous condamne à n'être que des défenseurs d'une école publique sanctuaire, tenue à l'écart du monde marchand, école largement fantasmée n'ayant jamais existé.

L'école forme de futurs producteurs/consommateurs et périodiquement les prépare à être de futurs

soldats capables de défendre le magasin. C'est tout. L'Etat y vend aussi ses produits sous label civique (obéissance, soumission à une conception électoraliste de la démocratie, charité déguisée en engagement humanitaires etc.). Le privé vient juste prendre part au grand jeu de monopoly organisé par L'Etat, en partenaire. EDF peut alors vendre ses visites de centrales, l'armée ses visites de bases aériennes (oh le chouette navion...) et Matra-Hachette ses livres scolaires dans les conférences pédagogiques sous la protection des inspecteurs-trices de l'Éducation nationale...

Bien consommer

"Puisqu'il faut consommer, autant le faire de façon citoyenne, avec le plus de billes possibles en sa possession". Voilà la nouvelle posture militante en vogue. José Bové vilipendait la "mal-bouffe", ce qui a très bien marché, en surfant sur la trouille contagieuse de l'encéphalite spongiforme bovine. Ce concept s'est avéré

très vendeur comme la peur du jugement dernier chez les cul-bénits. Nombre de réactionnaires nostalgiques du "c'était mieux avant" et autres VRP des "produits du terroir" se sont ralliés au panache du moustachu qui n'en manquait pas d'ailleurs... Mais dénoncer la "mal-bouffe" confinait la révolte au niveau des assiettes. Nous voulons dorénavant du bio, du labellisé bio.

Nous y voilà. Finalement nous voulons une école bio. Fini les angoisses de ne pas trouver de quoi pouvait être constituée l'école que nous voulons. L'école du futur ce sera de gros morceaux de fruits pédagogiques bios en provenance des meilleurs maraîchers pédagos en "sciences" de l'Éducation qui "remplissent la commande".

Dieu, la cerise sur le gâteau

Avec l'enseignement du fait religieux qui pointe son nez depuis un bout de temps et que Chirac a glissé dans son récent discours pseudo-laïque, Dieu s'immisce dans le grand marché démocratique du savoir. Pour l'heure,

obnubilés par le chiffon rouge que coiffent quelques jeunes filles dans leur lycée ou collège, on ne voit pas, on ne veut pas voir l'offensive des trois religions monothéistes pour venir enseigner les unes après les autres leur sonnettes bibliques dans l'école publique.

Liberté de choisir un culte ou un produit, même combat. Car il ne s'agira pas d'étudier la part, importante et souvent sanglante qu'a prise une religion, quelle qu'elle soit, dans l'Histoire mais d'explorer de près de quoi son dogme est fait, en bref de faire de la théologie. Bienvenue au catéchisme, ceux qui ont besoin de formation à ce sujet iront combler leurs lacunes dans les IUFM privées, elles sont subventionnées par l'Etat depuis les accords Lang/Cloupet (Cloupet était un gradé de l'enseignement catholique). Entre partenaires, on se partage le gâteau. Il n'y a donc aucune raison pour que l'entreprise privée ne participe pas à l'élaboration de cette citoyenneté marchande du "bien consommer". De plus, puisqu'une dimension spirituelle est souhaitée, il n'y a alors aucune raison aussi pour que Dieu ne soit pas de la partie.

C'est la loi du marché, le respect de la saine concurrence du monde des affaires en somme.

L'Etat entretenait déjà deux systèmes éducatifs concurrentiels, il ne fait maintenant qu'aligner totalement sur ce mode de gestion marchande tous les espaces encore un petit poil susceptible d'émanciper vraiment. Et comme Dieu a horreur des poils... "L'Etat, c'est l'Etat de merde" chantait le regretté François Béranger ■

> Sévy



finalement nous voulons une école bio

CAPITAL DE LA DOULEUR

Ne faites rien !

"Ne faites rien! Vous trouverez d'abord la chose très difficile puis cela devient merveilleux et vous commencez vraiment à apprendre quelque chose sur vous-même, et à travers vous-même, sur le monde. Nous sommes tous le micro et le macrocosme, n'oubliez pas cela..." H.MILLER

Pour les autres je ne sais pas (j'imagine que ça ne doit pas être fondamentalement différent) mais pour la secte du poisson les choses sont claires depuis le début : le travail est une malédiction et une punition. Et Dieu chassant Adam du paradis lui dit "tu gagneras ton pain à la sueur de ton front". Etablissons une différence entre activité et travail. Activité, ce qui est utile et nécessaire à la vie de chacun et de la collectivité, le travail implique l'exploitation des uns par les autres, des rapports de subordination; la première forme de travail organisée fut l'esclavage et il n'est pas certain que cela soit dépassé. Regardez avec quelle précipitation les "entrepreneurs" se ruent sur les contrées où les indigènes sont quasiment taillables et corvéables à merci (situation garantie le plus souvent par un état féroce dont, comme c'est bizarre, même les plus libéraux des

dirigés entrepreneurs ne réclament le dépérissement). Aujourd'hui encore "le travail" reste la norme (et là je m'aperçois qu'il faut affiner, la norme c'est l'emploi) pour la très grande majorité. Or quoi que disent où promettent les politiques de toutes obédiences jamais, et fort heureusement, on ne retrouvera le plein emploi (si tant est qu'on le connut).

"Interdiction des licenciements" en voila un mot d'ordre révolutionnaire et pourquoi pas interdire le profit par lois et décrets. Au nom du plein emploi et de l'interdiction de licencier "Giat vivra" pour faire quoi, des armes. Qui un jour se retourneront contre les populations. Imaginez-vous ce que serait l'efficacité d'un C.R.S tout nu, sans tout son attirail amoureux fabriqué par des "travailleurs travailleuses" ? Et ce n'est qu'un exemple, extrapolez.

Contrairement à la croyance entretenue par nos dirigeants nous avons plus à gagner par la disparition du travail que par sa survie. Diminution de l'exploitation. La notre et celle du tiers-monde. Blair, Eric pas l'autre, écrivait : "on ne peut à la fois lutter pour améliorer les conditions sociales en occident et se prétendre internationaliste, on veut libérer le tiers-monde parce qu'on est éclairé mais on le spolie pour maintenir notre niveau de vie". Ce qui était vrai il y a cinquante ans l'est peut-être encore plus aujourd'hui. Envisageons une production/consommation pour l'ensemble de la population à l'égale de la notre, les ressources de la planète ne pourront y pourvoir.

Disparition d'une norme aliénante, à ce propos avez-vous remarqué que ceux qui veulent nous remettre au travail et ce si possible jusqu'à la mort n'ont quasiment jamais rien fait à part C. Sarkozy qui prétend travailler 18 h par jour mais dans son temps de travail elle compte la bise aux enfants, le maquillage, le coiffeur, le thé avec ses copines et les gâteries au petit Nicolas etc... Enfin avec un petit peu d'imagination vous trouverez vos propres raisons d'en finir avec cet archaïsme qu'est le travail et elles seront toutes bonnes ■

> Captain



Toujours plus

445 années de Smic : c'était l'équivalent du salaire annuel de Lindsay Owen-Jones, le PDG de L'Oréal, en 2002, sans compter les stock-options et les avantages en nature fournis par la multinationale. Les autres grands capitalistes français sont beaucoup moins riches : la même année, Antoine Zacharias, PDG de Vinci, n'encaissait "que" 216 ans de Smic.

Il fallait compter :

- 188 ans** pour D. Bernard (Carrefour)
- 171 ans** pour T. Desmarest (Total)
- 171 ans** pour Franck Riboud (Danone)
- 166 ans** pour P. Ricard (Pernod-Ricard)
- 161 ans** pour Gérard Mestrallet (Suez)
- 143 ans** pour Igor Landau (Aventis)
- 140 ans** pour Henri de Castries (Axa)
- 137 ans** pour M. Bouygues (Bouygues)

Dans le même temps, 10% de la population en France vit sous le seuil de pauvreté !

Sources : Capital, oct. 2003 - Insee.

Toujours moins (ou plus, c'est selon)

23% : C'est la proportion d'enfants d'ouvriers et d'employés à l'Université. Cette proportion tombe à 12% en 3^e cycle alors qu'ouvrier(e)s et employé(e)s comptent, en 2002, pour 57% de la population active. En revanche, ces catégories représentent 75% de la population incarcérée, en y incluant les sans-profession.

Insee, Ministère de la Justice, 2000.



la première forme de travail organisée fut l'esclavage

COMPTES DES MAGOTS

Tout est à eux... rien n'est à nous

La "démagogie" pour les médias
et les politicien(ne)s, c'est de révéler les revenus
de la minorité privilégiée qui orchestre le capitalisme,
et de les comparer aux revenus de l'immense majorité
de la population qui travaille pour les enrichir.

Démago jusqu'au bout

30 milliards d'euros, c'est l'équivalent de la fraude fiscale chaque année en France, selon le Syndicat national unifié des impôts (Snui). Une fraude essentiellement imputable aux non-salariés...

17 milliards d'euros, c'était le montant estimé de la fraude patronale aux cotisations sociales (Assedic, Urssaf, caisses de retraite) en 1996, selon une des rares études sur la question, celle du Cesdip-CNRS. Seuls de mauvais esprits, et ils sont rares dans les rangs des syndicats gérant ces caisses, mettront ce chiffre en rapport avec les déficits des dites caisses.

+24% : C'est la hausse des dividendes des actionnaires de Pinault-Printemps-La Redoute en 2000. Les actionnaires de Schneider ont eu droit à +19%, ceux de Lafarge +26%, chez SGE (Vinci) +14%.

+1,9% : C'est la hausse du salaire mensuel de base (SMB) de l'ensemble des salariés entre 1999 et 2000.

Est-il nécessaire d'en rajouter ? Pour ne pas lasser, intéressons nous aux

hommes plutôt qu'au contenu de leurs poches : 2003 et les plans sociaux, les esclaves renvoyés chez eux, condamnés à ne pas travailler ou pour des clopinettes.

Des chiffres et des lettres ... de licenciement

Métaleurop : sur 810 licenciés, 127 ont été mis en pré-retraite, 113 ont retrouvé un CDI.

Daewoo : 530 licenciés, 66 CDI.

Air Lib : 2564 licenciés, 834 CDI.

ACT6 Manufacturing : 660 licenciés, 106 CDI.

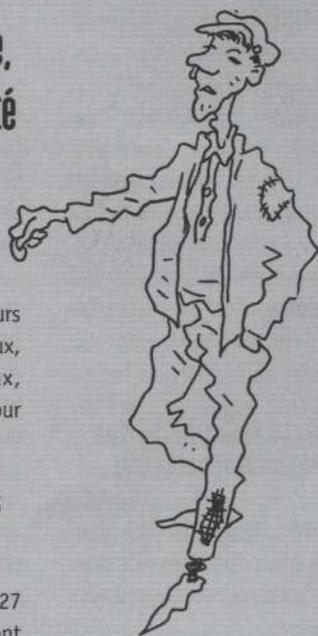
Aeris : 310 licenciés, 15% de reclassement en CDD ou CDI.

Matra-Automobile : 1241 licenciés, 512 reprises de travail.

Et les veinards qui ont retrouvé du boulot en CDI ont subi une perte de salaire de 20 à 40 %. Et pourtant les chiffres du chômage baissent, ils vont économiser des sous.

Tout va pour le mieux dans ce monde de brutes ■

Chiffres licenciements : Charlie-Hebdo



CHIFFRES ET CASTAGNES

100 000 : c'est le nombre de boîtes de comprimés d'iode stable prévu dans la Haute-Garonne en cas d'accident nucléaire pouvant survenir dans la centrale de Golfech (J.-F. Lardy-Gaillot, La Dépêche du 18.03.04). Toutes les communes du département sont sollicitées pour stocker ces comprimés dans un lieu fermé à clef. Toulouse stockerait 40 000 de ces boîtes car situé à seulement 90 km de la centrale le moindre petit vent amènerait le nuage à Toulouse en deux heures. Comme le soulignent les Amis de la Terre "avant que les autorités réagissent les comprimés risqueraient de ne pas servir à grand-chose". Et de rappeler que fin 2001, 5.000 militants anti-nucléaire avaient manifesté à Toulouse sous la banderole "Tchernobyl, AZF, c'était impossible ! Golfech, impossible?".

150 millions d'euros : c'est la somme prévue pour la réalisation sur le site explosé de la Grande Paroisse d'un canceropole de 80 000 m². Il devrait faire travailler 2000 chercheurs, nous apprend le très à droite (avant et après la raffarinade) Quotidien du Médecin de mars. D'autres sources signalent qu'il faudra entre 8 et 10 ans pour dépolluer totalement (sans jeu de mot) le site. Mais comme nous disait notre fabuliste favori, "travaillez, prenez de la peine c'est le fond (pollué) qui manque le moins".

50 000 m³ : c'est la quantité de terre polluée de plomb, de cuivre, de chrome, de cadmium et d'arsenic laissée par 80 ans d'activités métallurgiques dans le quartier des Ponts-Jumeaux (La Dépêche du 19.03.04). Mais pas de soucis, le chevalier blanc Moudenc, adjoint chargé de l'urbanisme à la mairie de Toulouse veille et déclare "il n'est pas question que Bouygues Immobilier, aménageur du site, lance la construction des 1300 logements (...) tant que la dépollution du site ne sera pas réglée dans sa globalité". Solution proposée par les experts de Véritas, confiner la terre polluée dans un caisson de béton enfoui sous un parking. C'est rapide ! Efficace ? Certains veulent s'assurer que ce confinement sera fiable pendant au moins 40 ans. Y aurait-il comme un doute ? Et dire que certains lorsqu'ils creusent ne trouvent que du pétrole !

> Bibass

fraude patronale aux cotisations sociales

HISSEZ LES VOILES

Laïcité : évolutions inquiétantes et miroir aux alouettes

**Difficile de prétendre que le port du voile ne pose aucun problème :
il témoigne d'un regain pour la religion dans ses aspects réactionnaires.
Il est une atteinte à la liberté des femmes.**

Malgré ce que soutiennent parfois les femmes voilées elles-mêmes, les manifestations pro-voile restent encadrées par des barbus. Et s'il s'agissait uniquement de protection de la femme, de mise en avant de l'esprit, pourquoi les musulmans ne portent-ils pas eux aussi le voile, au lieu d'affirmer leur virilité par le port de la barbe ?

Pas question pour autant de nier la responsabilité des femmes qui revendiquent leur voile, les raisons de ce choix pouvant alors être discutées : elles reprennent en réalité à leur compte un puritanisme qu'on observe chez nos rombières. Pourquoi serait-on moqueur avec les bigotes chrétiennes et complaisant avec les autres ?

Le problème de la condition féminine ne peut donc pas laisser indifférent. Souvent, lors des débats, des copines attirent l'attention sur cet aspect, et les problèmes des femmes dans les banlieues ne sont pas imaginaires.

L'affaire du voile est sans doute en partie un leurre.

N'empêche que nous avons ressenti le besoin de faire paraître un article intitulé « Athée, et je t'emmerde » [1], signe que nous considérons que la religion progresse dans la société. Cependant, pendant l'année qui vient de s'écouler, sur 1500 cas litigieux, à peine 70 n'ont pas été résolus.

Tout cela sans " nouvelle loi ", par une simple circulaire. Si de plus on rapporte les chiffres aux effectifs dans l'Education nationale, on s'aperçoit que le phénomène est quantitativement dérisoire. Pourtant, il prend des proportions démesurées du fait du martelage quotidien dans les médias.

La laïcité fait partie des aspirations libertaires.

la laïcité revendiquée par les républicains a été bâtie dans des buts militaires (préparation de la revanche

contre l'Allemagne) et capitalistes (besoin d'une main-d'œuvre sachant lire). On a commencé il y a dix ans à proclamer que la laïcité était en danger, à partir du moment où il s'agissait d'une pratique liée - à tort ou à raison - à l'Islam. Cela met les personnes qui sont sincèrement choquées par l'intégrisme musulman face à une réalité : si l'on veut une laïcité totale dans les établissements scolaires, alors on ne doit tolérer ni croix, ni Magen David, ni main de fatma, discrètes ou non. Pourtant, jusqu'à présent, on s'en était fort peu préoccupé.

De même, il est peu crédible de prétendre défendre la laïcité en rejetant les filles voilées alors qu'aujourd'hui encore, il existe des aumôneries dans les collèges et lycées publics sans que cela soulève de polémique. Et que dire de la laïcité dans les prisons ? [2]

Par ailleurs, le fait qu'une telle polémique soit née à partir d'une pratique liée au monde arabo-musulman ne laisse aucune illusion : pour certains, le haro jeté sur le voile islamique n'est rien d'autre qu'une occasion de donner libre cours au racisme.



martelage quotidien dans les médias

Difficile aussi de nier le rôle de l'impasse économique et sociale dans laquelle se retrouvent les jeunes "immigrés" dans la progression, toute relative d'ailleurs, de la religion dans les banlieues, mais pas uniquement. On se focalise sur le problème du voile, mais pendant ce temps, l'entrée en masse de l'entreprise dans l'Education constitue une menace proportionnellement beaucoup plus importante.

Si le problème du foulard nous préoccupe, c'est parce qu'il porte atteinte à la condition féminine, mais tout compte fait autant que la violence conjugale, les disparités de salaire homme-femme, la publicité : pas besoin d'aller chercher dans le monde arabo-musulman pour trouver des manifestations de machisme. Et on ne retrouve pas autour de soi la même passion à propos de la décentralisation, par exemple, qui va pourtant accroître les compétences du Conseil général pour le RMI et le RMA. Etre attaché à la laïcité n'oblige pas à partager l'engagement républicain, ni surtout le fonds de commerce électoral de certains défenseurs auto-proclamés de la laïcité. En effet, on trouve dans les cortèges pour la laïcité des personnalités se présentant comme défenseurs de la République, des chevènementistes à la crapule sécuritaire Alain Bauer. Difficile de demander à un libertaire de se joindre à eux.

Logique binaire

Si l'intégrisme constitue un problème réel, il est à dessein sur-évalué par les médias. Depuis 2001, nous avons eu droit au sécuritaire, en 2004 s'y ajoute le danger islamiste. Sans compter que le Front national tente de récupérer le thème de l'insécurité sociale. Il va falloir contrecarrer tout ça à la fois. Ça devient coton de militer anarchiste.

Bref, c'est à nous de refuser une logique binaire opposant replis communautaires à rejets racistes. Le problème n'est pas tant qu'on parle du voile, mais qu'on en fasse la

menace unique contre la laïcité : il existe aussi des intégristes chrétiens et juifs, et l'entrée en force de l'entreprise dans l'école est aussi une atteinte à la laïcité. Pendant ce temps, on parle moins des problèmes sociaux et des visées du Medef, qui, eux, concernent tout le monde, "issu" ou non "de l'immigration". Tant qu'à contrer les atteintes à la laïcité et à l'égalité des femmes, autant le faire partout où on les rencontre et sous toutes leurs formes ■

> Patrick

[1]- Alternative libertaire de janvier 2004

[2]- Canard enchaîné du 18 février 2004



Bonjour,

J'étais en train de lire l'article de Patrick, plutôt consensuel, puis le passage suivant [Difficile aussi de nier le rôle (...), mais pas uniquement]. Et là je me dis qu'il n'y a pas que les "immigrés" qui se retrouvent dans l'impasse, ni d'ailleurs que des jeunes. Toutes les tranches d'âge et toutes les populations (indigènes, immigrés, sous-diplômés, sur-diplômés etc.) sont concernées. Puis un parallèle s'établit entre F.N et les barbus. On prétend que le F.N représente le premier vote ouvrier. Je crois surtout, et c'est là qu'il y a à mon avis similitude, qu'il recrute parmi les laissés pour compte. Ceux qui s'aperçoivent que s'éloigne la société d'abondance à tout jamais, qu'ils n'auront qu'entrevu le gâteau sans le moindre espoir même d'avoir

droit aux miettes. Autre similitude, la base de ces mouvements n'a aucun intérêt commun avec les leaders. Le Pen, qu'a-t-il de commun avec son électorat au chômage et Tarik Ramadan avec les ghettoisés ?

Surtout pour les uns et les autres la place de la femme c'est à la maison à pondre et torcher et pour bien des frontistes ce doit être un déchirement que de ne pouvoir imposer la burka à toutes. Parce qu'il est rassurant qu'il y ait une catégorie d'êtres qui vous soit inférieure : "woman is the nigger of the world".

Voilà un petit mot sur ce que m'a inspiré l'article de Patrick.

Cordialement
> Captain

CARNAVAL DES DUPES

Négociateur, mais négociateur quoi ?

Les marges de manœuvres, politiques, et surtout économiques dont dispose un système pour se pérenniser et assurer son équilibre en dit long sur son état général et en particulier sur le degré de développement de ses contradictions.

L'indicateur est d'autant plus fiable quand le système politique est dit démocratique. Or, aujourd'hui, dans les pays développés, et en France en particulier, c'est bien de cela dont il s'agit, de la volonté mais aussi des possibilités de négociation dont disposent les pouvoirs publics en matière de politique économique et sociale.

Le pouvoir actuel est caractérisé par une double attitude, inquiétante : la tendance à la liquidation des acquis sociaux et économiques (service public, législation du travail, retraites...) et l'obstination à "ne pas/plus entendre" les protestations. Cette attitude a une conséquence logique : elle limite ce qu'il est convenu d'appeler, le "champ des négociations". Or, la négociation, dans un système qui se veut démocratique est une pratique de dialogue social essentielle, c'est d'ailleurs autour d'elle que se structurent les instances et les stratégies de "dialogue social" actives en cas de conflit (essentiellement les syndicats et les associations diverses).

Que reste-t-il à négocier ?

Dans le système marchand, la négociation est inévitable. Comme dans chaque système, basé sur un antagonisme économique et social (intérêts économiques et sociaux divergents entre groupes sociaux), la négociation est le premier instrument de régulation pour sortir d'un conflit et pour éviter tout durcissement voire généralisation de celui-ci. A l'époque de la

souveraineté de l'Etat-nation et dans une économie "non ouverte" (par opposition à la mondialisation que nous connaissons aujourd'hui), les pouvoirs publics, l'Etat, avaient une double qualité pour négocier : ils avaient la compétence sur leur territoire et avaient "de quoi" négocier. La compétence était la conséquence même de l'existence de l'Etat-nation : une autorité qui avait autorité sur le territoire et ce à l'exception de toute autre. Cette autorité, dans un système démocratique représentant le peuple, on en concluait que le peuple avait "autorité" sur les décisions étatiques. Ce qui se négociait c'était la rémunération de la force de travail, ses conditions d'existence (hygiène, sécurité, temps de travail, protection sociale, retraites...) entre autres.

Aujourd'hui :

La compétence a été diluée à la fois dans la mondialisation du capital... le pouvoir économique a largement dépassé le cadre national qui borne la zone d'influence de l'Etat national, mais aussi dans la construction européenne qui a déclaré compétentes des instances supranationales, installées il est vrai avec l'accord des Etats. La situation est aggravée par le choix politique des Etats de fonder le fonctionnement de l'économie, non plus sur un contrôle citoyen, mais en faisant confiance aux stricts mécanismes du marché.

Quant à la "matière" même de la négociation, elle a fondu comme neige au

soleil. En effet, la mondialisation marchande, par l'ouverture de nouveaux pays producteurs (à bas coûts) et l'ouverture de marchés à l'échelle planétaire (pratiquant des prix défiant toute concurrence), interdit désormais ce qui hier était possible : augmenter des salaires, garantir l'emploi, assurer la protection sociale... Toutes ces mesures qui autrefois ont fait les "conquêtes sociales", les "acquis sociaux" et ont évité les conflits majeurs..., toutes ces mesures sont (dans le cadre du système marchand), aujourd'hui impossibles à prendre. Autrement dit, il faut se rendre à l'évidence : si l'on voit toujours et encore "qui" peut négocier, on ne voit plus très bien "quoi" négocier. Le système marchand n'a plus rien à négocier avec les salarié-e-s.

Cette situation fait voler en éclat les conditions d'établissement d'un consensus social qui trouvait ses fondements, en cas de conflit, dans la négociation. Les syndicats sont impuissants à assumer une situation pour laquelle ils n'ont jamais été faits. Quant à l'Etat, qu'il soit de droite ou de gauche, qui est garant de ce système, on comprend parfaitement pourquoi il hésite à faire des réformes (gauche) ou pourquoi il passe, ou essaye de passer, en force (droite). On comprend enfin pourquoi les réformes vont toutes dans le sens de la déréglementation et que la droite comme la gauche ne peuvent y échapper.

Malgré cela, l'Etat garant du système marchand se doit de maintenir la "cohésion sociale" ou du moins un

semblant, et comme il doit aussi sauver les apparences démocratiques, il ne peut pas agir uniquement sur le plan répressif...

La "communication" comme moyen de sauvegarder les apparences

Nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui ont été surpris par la remarque des membres du gouvernement qui, en chœur, ont expliqué docilement qu'il y avait un "déficit de communication"... Autrement dit, les réformes passent mal parce qu'elles sont "mal expliquées". Surprise également quant à l'attitude du gouvernement qui manifestement a l'intention de continuer les "réformes". Certaines et certains en ont conclu que le gouvernement prenait les gens pour des imbéciles et des demeurés... Il y a de ça, mais pas uniquement. Le gouvernement, malgré tous les risques de troubles sociaux, ne peut pas ne pas continuer sa politique : contrainte du marché, contrainte des engagements internationaux (OMC, Europe)... c'est tout le sens de la phrase : "Il faut réformer la France". Il est donc indispensable de faire "passer ces réformes dans l'opinion publique"... Il faut donc faire preuve de persuasion. Tout et bon, et tout sera bon : remaniement ministériel, désaveu du gouvernement précédent, promesses (encore !), appel à la sagesse, la responsabilité, la volonté, au réalisme, etc. Bref rien de très nouveau mais parfaitement illusoire. Le temps va être mieux utilisé : au lieu d'injecter massivement on va faire du goutte à goutte, jouer sur les contradictions des bureaucraties syndicales, la lassitude des salariés, des usagers, les périodes de vacances, les grandes campagnes médiatiques qui dilueront l'attention de l'opinion publique : attentats, catastrophes, réunions sportives, événements people, etc. Bref de la C-O-M-M-M-U-N-I-C-A-T-I-O-N ! La gauche surfe d'ailleurs démagogiquement sur cette situation, faisant croire que si elle était au pouvoir elle ferait différemment (! ?)... Ce qui est

Le système marchand n'a plus rien à négocier

BASTILLE VICHY

Non à la barbarie et au terrorisme d'État

un pieu mensonge et une manipulation... Il suffit de voir comment elle a agi au gouvernement hier... et à fortiori si elle y était aujourd'hui... décidée à gérer ce système elle n'aurait pas le choix. Elle va essayer de se refaire une virginité politique sur les probables échecs du gouvernement et va entraîner l'opinion publique dans des manifestations ridicules qui n'auront qu'un seul et unique objectif : la ramener au pouvoir.

Enfin, si la "communication", c'est-à-dire la persuasion et la manipulation n'arrivent pas à ces fins, il reste la répression, la contrainte... C'est ce qui explique le recours de plus en plus fréquent aux mesures coercitives et à la juridiciarisation des conflits sociaux.

Et alors ?

Le fait que le système marchand n'ait plus rien à négocier ne veut évidemment pas dire que l'alternative, en terme de l'instauration d'un autre système, est prête, encore faut-il que des rapports sociaux nouveaux prennent le relais, et qu'il y ait une volonté politique, quelle que soit sa forme, pour l'assurer. C'est d'ailleurs là que réside l'essentiel du problème de l'alternance, d'autant plus que l'action de la gauche va être stérilisante et destructrice pour celles et ceux qui veulent le changement.

Il est dès à présent indispensable de procéder à une analyse de la situation qui nous fait sortir de la gangue politicienne et électoraliste et pose les problèmes, non pas en terme de prise du pouvoir (pour quoi faire ?), mais de mise en place de relations sociales alternatives et de formes de luttes nouvelles qui posent le véritable problème de la marchandisation.

Si tout ce qui est écrit dans cet article est juste, c'est la seule voie possible qui s'ouvre à nous ■

> Patrick Mignard

Article publié sur le site bellaciao.org.
P. Mignard est l'auteur de 2 livres à lire : "Manuel d'économie à l'usage de celles et ceux qui n'y comprennent rien" et "L'Anti-Sisyphée. Pour en finir avec la marchandisation".

Les militants révolutionnaires prisonniers politiques sont les victimes favorites de l'acharnement étatique. Victimes de la rancune, du ressentiment et de la vengeance d'une justice de classe qui se sent remise en cause dans ses fondements.

Les prisonniers révolutionnaires et aujourd'hui Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Jean Marc Rouillan et Régis Schleicher connaissent des conditions particulières de détention qui sont de véritables programmes d'anéantissement psychique et physique. Ils ont été condamnés à de très longues peines, à la perpétuité assortie d'une peine de sûreté de 15 à 18 années. Ils ont passé la majeure partie de leur peine à l'isolement dans des quartiers spéciaux au sein de la détention, prison dans la prison, véritable torture qui constitue une atteinte à la dignité et aux droits humains fondamentaux. Ils ne bénéficient pas des suspensions de peine pour raison de santé, ni de la libération conditionnelle après avoir accompli leur peine comme Régis Schleicher. Ils sont de fait condam-

nés à la peine de mort lente en prison.

Ils ne sont pas les seuls, les prisons sont pleines de victimes du système dont les conditions de détention ne sont pas à envier. Mais si nous sommes solidaires aujourd'hui des militants d'Action Directe, c'est qu'ils constituent un cas particulier au cœur du système répressif que nous combattons. Un exemple qui regroupe les principales revendications de tous les prisonniers en lutte. C'est à dire :

- la fin des longues peines, des peines de sûreté et de la perpétuité.
- la fin du mitard et des quartiers d'isolement.
- la libération des détenus malades avec l'application réelle de la suspension de peine pour raison médicale.
- le regroupement familial et le droit aux relations sexuelles.
- la libération en conditionnelle des détenus ayant accompli leur peine de sûreté...

Ceux d'Action Directe peuvent être mis en liberté et doivent l'être. Régis Schleicher parce qu'il est libérable alors qu'il a purgé depuis cinq ans sa peine de sûreté, les autres parce

qu'ils sont gravement malades, en danger de mort. Nathalie Ménigon a subi plusieurs attaques cérébrales, Georges Cipriani est en traitement psychiatrique, Jean Marc Rouillan est atteint d'un cancer aux poumons et Joëlle Aubron d'une tumeur au cerveau. Ils ne peuvent être soignés correctement tant qu'ils dépendent de l'Administration Pénitentiaire. La loi de suspension de peine pour cause de grave maladie doit aussi leur être appliquée.

Un monde de justice sociale reste à construire. (...) Au delà de la question des faits, pour lesquels sont incarcérés tel militant politique ou prisonnier de droit commun, nous ne devons pas être complices par notre silence du sort que l'Etat leur fait subir dans les bastilles de la République.

Nous vous appelons à manifester, par la prise de parole, le positionnement politique et dans les actes, votre solidarité, aux prisonniers en lutte pour leur dignité contre cette ignominie qu'est l'enfermement, aux prisonniers révolutionnaires et aujourd'hui à Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Jean Marc Rouillan et Régis Schleicher.

> Comité de soutien
aux prisonniers en lutte
et aux révolutionnaires incarcérés
Toulouse, printemps 2004

NDLR : Aujourd'hui 9 avril, Nathalie Ménigon a vu sa liberté refusée par le garde des sceaux, alors qu'hier Le Floch Prigent, comme Papon, pour un cancer de la peau a vu sa libération acceptée... Peut-être est-ce tout à son honneur. " N'est pas Papon qui veut " remarquait très justement J. M. Rouillan dans sa lettre publiée dans le précédent Coquelicot.

Vous pouvez maintenant témoigner de votre solidarité par courrier directement à Jean-Marc Rouillan:

J. M. Rouillan
Prison de Lyon - écriou 1137
12 Quai Perrache
69002 Lyon



Une élection tralala

Je veux tout de même réagir à cette euphorie tiers-mondiste qui consiste à trouver à une élection présidentielle ouvertement cousue de fil blanc des vertus démocratiques à peine méritées par les Arabes que nous serions condamnés à rester.

Un texte d'Arezki Metref, journaliste et écrivain algérien, que nous remercions. Dernier ouvrage paru "Algérie : la vérité n'est pas toute la vérité" - Éditions Domens.

Il faut savoir tête froide garder. J'entends, surtout dans les milieux intellectuels où le positionnement est plus prompt que la production critique, que pour la première fois dans un pays tralala il s'est tenu une élection tralala.

Depuis la fracture de 1988, on a dit cela de toutes les élections qui se sont déroulées en Algérie. La seule variante, c'est que ce ne sont jamais les mêmes qui font cette célébration à l'arrivée de la démocratie nouvelle. Il y a encore quatre ans, lors de la première élection de Bouteflika dans les conditions scandaleuses que l'on sait, le chœur célébrateur s'est déclenché pour durer jusqu'à la faillite de l'Algérie à tort ou raison imputée à Boutef. Les décideurs, qui avaient adoubi sans grande conviction le dauphin éconduit de Boumediène, avaient donné le feu vert (vraiment vert, sachant ce que l'on saura) pour faire de son élection le énième mais néanmoins nouveau départ à la démocratie dans un pays plombé par la double chape du nationalisme rentier et de l'islamisme vicieux.

Mais au lieu de faire ce qu'on lui dit, au lieu de faire ce pour quoi on l'a pris, c'est à dire les ménages, Boutef s'est mis à jouer solo. Mais son petit jeu solitaire est pire que le jeu collectif de massacre du pays. Depuis qu'il règne, jamais l'Algérie n'a été aussi riche (les réserves de change sont exceptionnelles depuis deux ans, grâce à la manne pétrolière) et l'Algérien aussi paupérisé et aussi mahgour. Toutes les maladies infantiles et les gros vices du nationalisme rentier et un brin mafieux sont apparus, avec lui, au grand jour.

On ne peut pas dire que Boutef est un dissimulateur. Par culture politique, il a fait en sorte que le système se mette à nu. Son côté mégalo lui a fait croire que le meilleur moyen de banaliser la corruption, c'est de la systématiser en la nommant. Ce qu'il fit. Là où ses parrains travaillent dans l'ombre, lui, il y va franco. Ce n'est peut-être pas plus mal. Et si son score à cette élection est vrai cela devrait signifier que 83% des votants (presque autant qu'à la période vert-rouge de Boumediène pour ne pas avoir encore à citer ce pauvre Kim Il Sung) lui reconnaissent l'audace inconsciente de les édifier sur le peu de fiabilité et la pourriture d'un système plus sûrement entamé que du bois par les termites.

Mais même cela, cette espèce de vote fiction de la dérision, est impensable. Nul n'ignore que le pouvoir algérien n'est pas devenu propre et honnête en une nuit. Il est impensable que cet enfant gâté, voire gâteux, de Boutef ait pu obtenir ce score s'il ne l'avait pas réclamé à ceux qui décident de la moindre élection dans le dernier conseil des parents d'élèves du douar le plus reculé des hauts plateaux. Jamais un tel score n'aurait été possible sans l'accord de la hiérarchie militaire ou, à tout le moins, sa volonté de ne pas voir. Contrairement à ce que l'on croit, les parrains du système, qui ont adoubi Boutef contraints et forcés, continuent de le soutenir aussi contraints et forcés que naguère. L'enjeu, cette fois, c'est l'avanie internationale de l'Algérie dans le système économique libéral

mondialisé et, accessoirement, leur propre avenir qui, on le voit dans beaucoup de pays du monde, ne peut être confiné aux limites du pays. La justice a géométrie variable a chaussé des bottes passe-frontières, et ils le savent. Voilà pourquoi après avoir été "moins mauvais", Boutef est le "mal nécessaire". Bien sûr, lors de cette campagne homérique entre un Boutef impérial et un Benflis pas mal dans le rôle de sparing partner, les décideurs n'ont même pas joué les arbitres. Et, pour cause, le match n'avait pas besoin d'arbitre : il était vendu ! Benflis n'était là que pour crédibiliser le scrutin et tant pis si, à un moment, il s'est pris au jeu.

Je veux bien cesser de faire le mauvais esprit et accepter que Abdelaziz Bouteflika ait été élu à 83% des voix. Je veux bien oublier que, d'après mes propres observations, il est l'homme politique le plus détesté par la population depuis l'indépendance de l'Algérie. Je veux bien admettre que toute une camarilla d'opportunistes est venue, avec leurs clientèles, vers lui comme on va en pèlerinage chez Georges Bush ou Jacques Chirac. Je veux bien considérer qu'une partie de l'électorat approuve sincèrement Boutef et sa curieuse concorde civile, l'autre nom de la trêve de l'ANP. Je veux bien qu'il y ait des Algériens qui votent pour lui pour son franc parler.

Mais enfin, quelle contorsion arithmétique faut-il pour parvenir à cette addition ahurissante : Benflis (donc le FLN, parti majoritaire) + Djabbal-

lah (ramasseur des miettes islamistes, copieuses malgré tout) + Sadi (qui a quand même gardé un électorat malgré une baisse sensible) + Hanoune, cela ne fait que 17%... Non, messieurs-dames, cette arithmétique du surréalisme algérien, il ne faut pas y croire ! Boutef a été réélu et pas dans une élection d'où le clanisme est banni. Il a été réélu parce que les tenants du système tiennent à lui comme à un mur de soutènement provisoire, destiné à sortir les décideurs d'un mauvais pas. Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est une élection tralala...

L'avenir proche nous dira que Boutef a été élu non pas par l'électorat algérien mais par la force de la mondialisation ultra-libérale dans le but de brader les miettes de souveraineté qui surnageaient dans ce qui reste de la décolonisation de l'Algérie. Ses adversaires, qui ne le sont pas tous en réalité, ont raison de dénoncer la fraude même s'ils savaient qu'il ne pouvait pas en être autrement, car c'est une façon de dénoncer la dépossession des peuples de la possibilité de décider de leur destin.

Et que ces peuples soient abusivement placés dans la sphère du monde arabe congénitalement immunisé contre la démocratie, croit-on savoir par quelques amis occidentaux, c'est encore un de ces effets d'optique qui font que la pensée unique occidentalocentriste est encore plus terriblement dévastatrice quand elle est empruntée par les ex-colonisés ■

> Arezki Metref

cette arithmétique du surréalisme algérien

NOTRE AGENT À LA HAVANE

Le paradoxe

Chomsky

La lecture de l'article "L'Amérique qui nous parle" dans le N° 40 du Coquelicot, avec une entrevue (d'avril 2003) de Noam Chomsky, et surtout des extraits de récentes déclarations reproduites par les moyens castristes d'information/propagande m'ont incité à écrire cette note.

C'est vrai que le discours chomskyen qui a eu le plus d'écho international, était centré particulièrement sur le démontage et la dénonciation des politiques agressives et de domination planétaire de l'impérialisme nord-américain. Nonobstant, l'on ne peut pas oublier que pendant les années de la "guerre froide" Chomsky fustigea aussi l'impérialisme soviétique, et qu'il dénonça tant la fausseté du discours "démocratique" des USA que celui, "communiste", de l'URSS. Car, pour lui, ces deux discours servaient uniquement à camoufler les ambitions et les politiques hégémoniques de ces deux puissances.

Je ne crois pas que Chomsky pense aujourd'hui différemment. Mais, si les déclarations qui lui ont été attribuées et diffusées par les castristes sont exactes, son discours actuel est un discours manichéen inimaginable chez un intellectuel qui nous avait accoutumé à une rigueur analytique et à une cohérence éthique exemplaires. Rigueur et cohérence qui n'étaient pas généralement celles des intellectuels médiatisés de sa génération, lesquels ne pouvaient que se manifester inconditionnellement en faveur des USA ou de l'URSS, d'Israël ou de la Palestine, etc.

Chomsky s'était toujours singularisé pour refuser justement cette inconditionnalité, et par sa fidélité aux principes éthiques de liberté et de justice pour tous. Chomsky refusait toute

forme de manichéisme idéologique et il affirmait aussi comme inaliénables les droits à la liberté d'opinion et d'expression.

Et nous savons bien combien lui coûta cette courageuse et conséquente attitude : être l'objet d'ostracisme, d'accusations et diatribes de la part des inconditionnels de tous bords. C'est ce Chomsky-là qui, quelques jours après les condamnations contre 75 dissidents et l'exécution de trois jeunes noirs à Cuba, signa avec Edward Said, Howard Zinn et d'autres intellectuels, le document qui suit pour dénoncer la répression castriste : *"Nous, les signataires, nous protestons énergiquement contre l'actuelle vague répressive à Cuba. Nous condamnons les arrestations de dizaines d'opposants au gouvernement cubain à cause de leurs activités politiques non-violentes, ainsi que les scandaleuses longues condamnations d'emprisonnement, quelques-unes jusqu'à 28 ans, qui leur ont été imposées lors de procès injustes. Selon Amnesty Internationale, parmi ces détenus il y a des journalistes, des propriétaires de bibliothèques privées et des membres de partis politiques d'opposition considérés illégaux. Nous condamnons aussi le jugement et l'exécution de trois présumés kidnappeurs dans un laps de temps d'une semaine, tant pour le non-respect des procédures justes que parce que par principe nous sommes opposés à la peine de mort."* Il est tout à fait surprenant que

quelques mois plus tard Chomsky se rendit à Cuba et participa, comme "vedette", à la XXV^e Assemblée générale du Conseil Latino-américain de Sciences Sociales (CLACSO), qui cette même année se célébrait à La Havane. Mais le plus surprenant encore est qu'il se laissa promener et photographier avec les plus hautes autorités cubaines, lesquelles ne perdirent l'occasion pour le présenter comme caution intellectuelle et morale du régime.

Évidemment, le régime castriste ne donna de publicité qu'à cette facette du séjour d'un hôte aussi illustre et singulier, et de sa conférence "magistrale" prononcée dans le forum de la CLACSO, à laquelle assista le Commandant en Chef, le régime ne reproduisit que ceci : *"Maintenant, l'on sait combien importante a été la contribution de Cuba à la libération de l'Afrique, à la liberté et au développement d'autres pays, comme c'est le cas du Venezuela aujourd'hui. Maintenant, il n'y a aucun pays au monde qui, dans ce sens-là, puisse se comparer à Cuba. Ses contributions sont réellement surprenantes : la défense de l'Angola contre l'agression sud-africaine et l'envoi de médecins dans des zones lointaines, où très peu de personnes travailleraient, pour amener aux autres les acquis de la Révolution cubaine. Les résultats que Cuba a obtenus dans l'éducation, pour la santé publique, maintenant servent à soulager la souffrance d'autres peuples. J'ai pu apprécier ces contributions à travers le contact personnel, la qualité et l'enthousiasme d'un peuple merveilleux."*

À l'heure d'aujourd'hui, nous ne savons pas si Chomsky profita de son séjour

à Cuba et de ses contacts avec les plus hautes autorités, qui avaient ordonné la vague répressive qui lui avait fait signer le document de protestation avec Edward Said, Howard Zinn et d'autres intellectuels, pour les inciter à renoncer à la répression ou à se montrer clémentes envers les détenus. Ce que nous savons c'est que cette visite et les citations de Chomsky louant les "réussites" de la Révolution cubaine ont eu une très grande publicité dans les moyens d'information/propagande des inconditionnels du castrisme.

C'est vrai qu'il avait fait auparavant des déclarations très ambiguës en parlant de Cuba, comme celle qu'il fait dans l'interview donnée au Secrétaire exécutif de CLACSO, Atilio A. Boron, le 12 avril 2003 pour Radio Del Plata de Buenos Aires. Dans cet article, et après avoir dénoncé, une fois de plus et avec raison, la perfide et nocive politique des États-Unis depuis le 11 septembre 2002, Chomsky affirmait péremptoirement ce qui suit : *"Juste après la crise des missiles d'octobre 1962, qui faillit conduire le monde au bord d'une guerre nucléaire totale, l'administration Kennedy a repris ses activités terroristes et sa guerre économique contre Cuba."* Oui, ce n'était pas la première fois que Chomsky présentait Cuba comme victime de l'impérialisme yanqui, mais c'était la première fois qu'il généralisait grossièrement sans préciser la nature de ces "activités terroristes" et de cette "guerre économique". C'est vrai qu'il participait à une interview radiophonique, mais l'on pouvait attendre de sa part qu'il nuance un peu plus le thème ; car cela est nécessaire pour pouvoir se rap-



des déclarations très ambiguës en parlant de Cuba

NOTRE AGENT À LA HAVANE

procher de la vérité historique dans le conflit USA-Cuba de ces années-là. Quoi qu'il en soit, et au-delà de "l'existence" du conflit, qui apparemment continue, et de la "réalité" des actions terroristes yanquis, le fait est qu'il y a plus de quarante ans que Castro gouverne et que les groupes "terroristes" anticastro attendent toujours que les gouvernements nord-américains et la CIA les aident réellement à en finir avec Castro; mais, comme vont les choses, tout semble indiquer qu'ils devront attendre encore... En réalité, sauf dans les moments conjonctureux /électoraux (pour gagner les voix d'une partie de l'exil cubain de Miami), les relations commerciales entre le gouvernement castriste et les USA sont de plus en plus intenses...

C'est évident donc qu'aujourd'hui la question n'est pas celle de défendre Cuba contre l'impérialisme ou de louer les "acquis" de la Révolution Cubaine qui n'ont maintenant aucun contenu révolutionnaire, mais celle d'exiger de Castro la libération des prisonniers politiques et le respect de la liberté d'opinion, d'expression et d'association. L'incohérence actuelle de Chomsky est dans le fait de condamner la volonté de l'administration Bush de continuer "à appuyer les régimes non démocratiques et oppressifs comme par le passé" et de défendre, en même temps, la Révolution de Castro. Celle

qu'il condamna pour "les arrestations de dizaines d'opposants au gouvernement cubain à cause de leurs activités politiques non-violentes, ainsi que les scandaleuses longues condamnations de prison (...) qui leur ont été imposées lors de procès injustes..."

Cette incohérence idéologique et éthique est inacceptable chez un homme qui a passé toute sa vie à dénoncer la confusion entre les moyens et les fins, la fausse Démocratie et le faux Communisme des États et les Partis qui prétendent légitimer leur ambition de pouvoir avec la démagogique invocation de ces idéaux. Et c'est inacceptable parce que Chomsky sait que la révolution cubaine fut trahie par Castro depuis le moment où il s'appropriâ le Pouvoir pour y rester coûte que coûte.

Cette incohérence, cette contradiction, est grave et inadmissible. Surtout que d'autres intellectuels qui avaient été compagnons de voyage du castrisme, jusqu'à cette dernière vague répressive, ont coupé les ponts avec ce régime pour considérer le droit de dissentiment inaliénable. Chomsky, qui avait toujours fait preuve d'indépendance, de justice et de rigueur morale face au Pouvoir, à tous les Pouvoirs institués dans le monde, considérerait-il que ce droit vaut moins que le Pouvoir castriste ?

> O. Alberola

Dans une interview donnée au Guardian le 16 mars dernier Noam Chomsky revient sur la guerre en Irak et les élections présidentielles américaines.

Sur la guerre en Irak, il insiste sur le fait que les Américains, contrairement à l'opinion généralement admise (le supposé "syndrome vietnamien"), seraient prêts à accepter un nombre élevé de morts au combat s'ils étaient persuadés de la justesse de la cause. Le peu de soutien populaire au maintien des forces armées en Irak en vue d'assurer une mainmise à long terme sur un pays doté d'une souveraineté de façade expliquerait plus sûrement les oppositions et les inquiétudes concernant la politique menée que le nombre des tués.

Sur les élections US, il les décrit comme le choix entre deux factions du parti des affaires, qualifiant Kerry de Bush-light. Mais, dit-il, en dépit du peu de différences, dans le contexte actuel et dans un système de pouvoir immense, ces petites différences peuvent avoir de grandes conséquences, plus encore sur le plan intérieur qu'international. "L'équipe entourant Bush est très profondément impliquée dans le démantèlement des acquis des luttes populaires du siècle passé. C'est l'idée d'un gouvernement servant l'intérêt du peuple qu'on est en train de détruire. C'est une administration qui est attachée à un secteur très étroit de la santé et de l'énergie, et travaille pour lui, quel qu'en soit le coût pour la population."

> Franck Einstein

la question n'est pas de défendre Cuba

LA MAISON RUSSIE

Contre la guerre en Tchétchénie

Le 23 février 2004 a eu lieu le 60^e anniversaire de la déportation des Tchétchènes et des Ingouches, Manifestation anarchiste à Moscou contre la guerre en Tchétchénie.

Il y a soixante ans, le 23 février 1944, 480 000 Tchétchènes et Ingouches furent déportés vers les steppes du Kazakhstan et du Kirghizistan. Des dizaines de milliers de personnes ont péri au cours de leur déportation. Le 23 février 2004 est un jour férié en Russie. Mais pour nous il n'y a rien à célébrer pendant ce jour. Le nettoyage ethnique continue, encore maintenant. En Tchétchénie, des personnes disparaissent aussi fréquemment qu'elles disparaissaient dans la période la plus sombre de la répression sous Staline.

Nous ne célébrons pas ce jour parce que nous ne reconnaissons pas la patrie (Russie, Tchétchénie ou n'importe quelle autre) qui "protège", occupe des territoires, kidnappe des personnes, interroge, tue, fixe les résultats des élections, organise une propagande raciste et organise des actes terroristes. Nous sommes les ennemis de chaque Etat, parce que c'est en leur nom et dans leur intérêt que les crimes les plus terribles sont commis.

La guerre dans Tchétchénie n'apparaît plus dans des bulletins d'informations, mais ceci ne signifie pas qu'elle n'existe pas en réalité. Les actes de terreur dans les villes russes sont la répercussion terrible de cette guerre. Quotidiennement, les gens périssent et disparaissent dans le ter-

ritoire de cette république minuscule. des soldats traumatisés sont conduits à la cruauté, puis à leur retour chez eux et pendant des années ils ne peuvent pas retourner à "une vie paisible", ils rejoignent les rangs des Forces Spéciales ou du crime organisé, prêt à tuer sur les ordres de n'importe qui.

Cette guerre a été déclenchée de sorte que Poutine puisse devenir président. Quatre années ont passé mais la guerre continue [...] Nous ne pensons pas qu'un autre président sera meilleur - les conflits ethniques ont été toujours exploités par des politiciens pour leurs propres intérêts. Seule l'association volontaire et indépendante des personnes en dehors des frontières politiques - pour la paix et la solidarité - peut nous donner la chance de vivre en dehors de la guerre et de la violence. Seulement un mouvement pacifiste de masse arrêtera cette guerre ■

> Groupe socialiste libertaire

Source : Indymedia Russie
a-infos-fr@ainfos.ca

FSB ou KGB

on prend les mêmes

et on continue

Le 3 janvier 2004 a eu lieu un premier jugement contre ces deux militants anarchistes à Krasnodar, au sud de la Russie. Les activistes Lion S. et Dmitry R., ont été accusés d'agression contre le directeur du service de presse de la compagnie pétrolière Rosneft, dans la région agricole de Kouban.



Groupe socialiste libertaire formé par différent-e-s individu-e-s de l'ancienne Union soviétique - Russie, Ukraine, Biélorussie, Arménie et Kazakhstan. Dans leur manifeste ils déclarent lutter sur des principes de base comme l'anti-autoritarisme, l'anti-capitalisme, l'antibolchevisme, l'anti-cléricalisme, l'internationalisme, l'écologisme et le féminisme.

Il y a quelques années des agents du FSB (Service de sécurité fédérale), connu comme le KGB dans le passé, avaient essayé d'emprisonner beaucoup de leurs camarades, sous l'accusation de terrorisme.

Actuellement, ils revivent cette situation à l'identique. Le juge dans un premier temps a reporté leur procès au 21 janvier 2004. Dans le jugement du 21 janvier, Dmitry Ryabinin, a été condamné à 6 mois de prison, la même chose pour son camarade Lion Sokolov, bien que dans ce cas, la peine ne puisse être accomplie du fait qu'il est mineur et pour d'autres circonstances atténuantes.

Pendant la procédure judiciaire, des agents du FSB ont exercé une réelle pression sur les personnes qui ont témoigné contre les prisonniers. De fait, la même personne (agent du FSB) qui témoignait dans un jugement tenu le 13 janvier 2004, se retrouvait à l'audition. Les accusés ont été "réconciliés" avec la victime, M. Dolgov, qu'ils devront indemniser à hauteur de 30 000 roubles. Après l'accord, M. Dolgov a écrit une déclaration dans laquelle il sollicitait que s'arrête le procès contre Ryabinin et Sokolov. Normalement dans des situations où on atteint une réconciliation des deux côtés, on arrive à un

règlement économique, sans aucune autre conséquence pour les accusés. Mais dans ce cas, apparemment, le FSB de Kouban, ne se contente pas de ça. Il est clair que dans ce cas là, les "gendarmes" de Krasnodar, au nom du Ministère de l'Intérieur et du Service de sécurité fédérale (FSB) utilisent ce procès pour emprisonner des anarcho-communistes de Krasnodar.

Dans un premier temps les deux militants anarchistes ont été accusés de vandalisme, dans un deuxième temps, étant donné les changements dans le Code pénal de la Fédération de Russie, cette charge a disparu et ils ont été accusés de provoquer des lésions corporelles.

Avant que cet incident se produise, le FSB et le Ministère de l'Intérieur n'avaient pas eu l'occasion d'emprisonner des jeunes militant-e-s radicaux/radicales de la région de Kouban ni d'intimider leurs camarades. Ce procès en est le prétexte. Le cas dans son entier est une authentique farce, écrite sous la dictée des corps compétents de l'état russe.

Liberté pour DMITRY RYABININ ! Non à la répression politique en Russie et dans le monde entier !

> **Groupe socialiste libertaire**

Le cas dans son entier est une authentique farce

AUX URNES CITOYENS

Ah! bon Guieu qu'des affich's su' les portes des granges !
C'est don' qu'y a 'cor queuqu' baladin an'hui dimanche
Qui dans' su' des cordieaux au bieu mitan d'la place ?
Non, c'est point ça !... C'tantou' on vote à la mairie
Et les grands mots qui flût'nt su' l'dous du vent qui passe :
Dévouement !... Intérêts !... République !... Patrie !...
C'est l'Peup' souverain qui lit les affich's et les l'it...

(Les vach's, les moutons, les oué's, les dindons
S'en vont aux champs, ni pus ni moins qu'tous les aut's jours
En fientant d'loin en loin l' long des affich's du bourg).

Les électeurs s'en vont aux urn's en s'rengorgeant,
" En route!... Allons voter!... Crè bon Guieu ! Les bounn's gens!...
C'est nous qu'je t'nons à c't'heur' les massins d'la charrie,
J'allons la faire aller à dia ou ben à hue !
Pas d'abstentions !... C'est vous idé's qui vous appellent...
Profitez de c'que j'ons l'suffrage univarsel ! "

(Les vach's, les moutons, les oué's, les dindons
Patur'nt dans les chaum's d'orge à bell's goulé's tranquilles
Sans s'ment songer qu'ys sont privés d'leu's drouéts civils).

Y a M'sieu Chouse et y a M'sieu Machin coumm' candidat.
Les électeurs ont pas les mem's par's de leunettes :
Moué, j'vo'trai pour c'ti-l'agraave !... Ben, moué, j'y vo'trai pas !...
C'est eun' foutu crapul'!... C'est un gas qu'est hounnête !...
C'est un partageux !... C'est un cocu !... C'est pas vrai !...
On dit qu'i fait él'ver son goss' cheu les curés !...
C'est un blanc !... C'est un rogu' !... qu'ys dis'nt les électeurs :
Les aveu'els chamail'nt à propos des couleurs.

(Les vach's, les moutons, les oué's, les dindons
S'fout'nt un peu qu'leu' gardeux ait nom Paul ou nom Pierre,
Qu'ï souét nouer coumme eun' taupe ou rouquin coumm' carotte
l's breum'nt, y's bé'nt, y's glouss'nt tout coumm' les gens' qui votent
Mais y's sav'nt pas c'que c'est qu'gueuler: " Viv' M'ossieu l'maire! ")

C'est un tel qu'est élu!... Les électeurs vont bouère
D'aucuns coumme à la nec', d'aut's coumme à l'entarr'ment,
Et l'souér el' Peup' souverain s'en r'tourne en brancillant...
Y a du vent ! Y a du vent qui fait tomber les pouères!

(Les vach's, les moutons, les oué's, les dindons
Prenn'nt saoulé' d'harb's et d'grains tous les jours de la s'maine
Et y's s'mett'nt pas à chouér pasqu'ys ont la pans' pleine.)

Les élections sont tarminé's, coumm' qui dirait
Que v'là les couvrail's fait's et qu'on attend mouésson...
Faut qu'les électeurs tir'nt écus blancs et jaunets.
Pour les porter au parcepteur de leu' canton ;
Les p'tits ruissieaux vont s'pard' dans l'grand fleu' du Budget
Oùsque les malins péch'nt, oùsque navigu'nt les grous.
Les électeurs font leu's courvé's, cass'nt des cailloux
Su'la route oùsque leu's r'présentants pass'nt en carrosses
Avec des ch'vaux qui s'font un plaisi - les sal's rosses ! -
De s'mer des crott's à m'sur' que l'Peup' souverain balaie...

(Les vach's, les moutons, les oué's, les dindons
S'laiss'nt dépouiller d'leu's oeufs, de leu' laine et d'leu' lait
Aussi ben qu's'ys z' avin pris part aux élections.)

Boum!... V'là la guerr'!... V'là les tambours qui cougn'nt la charge...
Portant drapieau, les électeurs avec leu's gâs
Vont terper les champs d'blé oùsque qu'ys mouéssoun'ront pas.
- Feu! - qu'on leu' dit - Et y's font feu ! - En avant Arche ! -
Et tant qu'ys peu'nt aller, y's march'nt, y's march'nt...
...Les grous canons dégueul'ent c'qu'on leu' pouess' dans l'pansier,
Les ball's tomb'nt coumm' des peum's quand l'vent s'cou' les peurgniers
Les morts s'entass'nt et, sous eux, l'sang coul' coumm' du vin
Quand troués, quat' pougn's solid's, sarr'nt la vis au persoué
V'là du pâté!... V'là du pâté de peup' souverain!

(Les vach's, les moutons, les oué's, les dindons
Pour le compte au fermier se laiss'nt querver la pieau
Tout bounnment, mon Guieu !... sans tambour ni drapieau.)

... Et v'là!... Pourtant les bêt's se laiss'nt pas fer' des foués!
Des coups, l' tauzieau encomé el' saigneux d'labattoué.
Mais les pauv's électeurs sont pas des bêt's coumm's d'aut'es
Quand l'temps est à l'orage et l'vent à la révolte...

I's votent !...

» Gaston Couté (1880-1911)

Elections législatives du 24 Avril 1910

TOULOUSAINS !

Le 24 avril 1910 auquera, si vous le voulez, dans les annales de votre fière cité comme le plus grand jour dont vous puissiez vous glorifier !
L'occasion vous est offerte de réparer la faute des hommes de 1789, chez qui le sens de la liberté resta atrophie, puisque dans leurs rêves les plus vives et les plus audacieux de justice humaine et d'affranchissement, ils n'offrirent pas jusqu'à rêver d'affranchir la femme et reléguer la liberté à la moitié du genre humain !
L'occasion vous est offerte de dire si vous voulez être les fils, les frères, les époux et les pères d'esclaves ou d'être libres comme vous !
Sauvez-vous, citoyens ! qu'un coin de toutes les résolutions des femmes latentes et versèrent leur sang pour vous aider à conquérir la liberté dont vous jouissez. A votre tour, conduites pacifiquement pour l'affranchissement de la femme par le moyen de votre bulletin de vote.
Donnez vos voix à votre candidate féministe

ARRIA LY

Envoyez à la Chambre une femme qui ne se présente pas à vous en politicienne, mais en militante féministe pour que vous l'aidez à briser la vieille impuissance qui pose sur la femme !
Laissez parler vos consciences ! dites bien haut au monde civilisé qu'il n'y a pas plus de sexe maudit que de rares maudites ! que la dignité de l'homme et celle de la femme sont liées, inégalement et que si l'une des deux moitiés du genre humain est avilie, c'est l'humanité tout entière qui est outragée et dégradée !

PROGRAMME

La femme jouit comme l'homme de tous ses droits politiques, civiques, sociaux et familiaux.
Toutes les lois infériorisant la femme sont abrogées.
La femme est admise dans toutes les Ecoles gouvernementales spéciales ou autres qui sont mixtes.
L'Enseignement donné par l'Etat est identique à tous les degrés pour les deux sexes.
Toutes les carrières et fonctions publiques sont accessibles à la femme et les deux sexes reçoivent, à travail égal, un égal salaire.
La femme fait partie des jurys criminels.
L'Autorité parentale est substituée dans le code à l'Autorité paternelle.
Le père, indispensable aux enfants mineurs qui veulent contracter mariage ou s'engager, et le père ne possède plus le droit monstrueux d'abandonner ses enfants à l'Assistance publique sans le consentement maternel.
L'Adultère de l'un ou de l'autre des époux entraîne la perte de ses droits parentaux.
La recherche de la paternité reste interdite parce que les deux sexes jouissent désormais des mêmes avantages économiques et parce que la femme, sentant grandir en elle le sentiment de sa dignité, tient à honneur d'assumer seule la charge d'élever l'enfant né hors mariage.
La réglementation de la prostitution, qui apprend à l'homme à mépriser la femme et qui déshonore l'humanité, est supprimée.
L'Enseignement ménager et celui de la puériculture, perfidement introduits dans les programmes de l'enseignement des filles dans l'unique but de détourner la femme des vocations intellectuelles, sont supprimés et remplacés par des cours de féminisme.
Les livres scolaires, entièrement remaniés au point de vue féministe dans un large esprit de justice et de liberté, contiennent à la place de l'ancienne *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, la *Déclaration des Droits de l'Être Humain quel que soit son Sexe*.
Dans toutes les communes ne possédant pas de salles de conférences, les Eglises sont mises à la disposition des Conférencières et Conférenciers pour y traiter des questions féministes, morales, philosophiques ou sociologiques.

VI - La Candidate :

ARRIA LY.

Toulouse, berceau du féminisme ?

Oui, si l'on en croit l'affiche de la candidate Arria Ly aux législatives de 1910 ou, ci-dessous, 10 jours dans l'année 1909 de Gabrielle Petit, retranscrits d'après les archives des chaussettes à clous de la ville rose.

19.04.09 : Conférence publique à 15h de Gabrielle Petit salle du café Morin "de l'utilité des fêtes familiales" (60 p. une majorité de dames). Elle incite les dames à secouer le joug du catholicisme et à venir grossir les rangs du groupe féministe représenté à Toulouse par la citoyenne Soulié.

19.04.09: Réunion du Parti Socialiste Unifié. G. Petit prend la parole, s'adressant aux femmes, elle leur demandant de brûler leur livre de messe et de lire les brochures sociales dans lesquelles elles puiseront les éléments nécessaires à bien élever leurs enfants.

... 04.1909 : M^{me} Petit lors d'un meeting du "Parti socialiste Unifié" (compte rendu du député Albert Bedouce) se déclare libertaire. Elle préconise la disparition du parlement. Elle (...) demande une plus grande participation des femmes. (400 p) Lion intervient pour abonder dans le sens de G. Petit sur l'antimilitarisme (...). Il engage l'assistance à mettre en pratique les conseils de G. Petit.

25.04.09 : Nouvelle réunion où

A. Bedouce rend compte de son mandat. G. Petit réédite sa demande d'une plus grande participation des femmes aux réunions. Elle dit aux socialistes d'utiliser l'argent du parlement pour créer de petites communes socialistes afin d'élever les enfants des prolétaires et des coopérativistes avec de bons éducateurs. Elle annonce une conférence "Le secret du bonheur".

26.04.09 : Une conférence de G. Petit au café Morin (40p) sur l'affranchissement de la femme tant au point de vue de la famille que de la politique. "Tant qu'elle ne sera pas égale de l'homme nous n'arriverons pas à créer la société future".

28.04.09 : Qualifiée par la police d'éducatrice G. Petit donne une conférence au café de l'Avenue de Lyon :
1 - Les retraites ouvrières.
2 - La guerre, l'armée, la caserne.
Elle demande aux femmes une plus grande participation dans la vie politique. Elle les incite à avoir moins d'enfants afin que ceux ci soient une charge moins lourde pour les travailleurs...

LIBER... TERRE

Ce matin, j'ai fait demi-tour.

J'ai réussi à faire demi-tour !

Il m'attendait sur le quai des chargements, sa gueule déjà aussi ouverte que la remorque du semi qui attendait sa cargaison de palettes. J'avais mis peu de temps à traverser la ville encore déserte à cette heure là et la crotte que j'avais au coin des yeux restait figée par le froid. Putain, quatre heures du matin pour soulever des kilos de marchandises qui devaient parvenir aux quatre coins de la région

au grès des camionnages ! Tout ça pour remplir un caddie toutes les semaines à l'hyper et tenir à distance les prédateurs recouvreurs de factures impayées...

Il aboyait pour que j'accélère, j'ai cogné pour le faire taire.

L'agence d'intérim pouvait toujours maintenant lancer une fatwa à mon encontre, j'avais fait demi-tour.

- T'entends, demi tour !

Gaëlle m'a mis son index sur la bouche. Elle a caressé délicatement ma joue tuméfiée, le salaud m'avait refait le maquillage à l'aide d'une traverse vermoulue qui traînait sur le quai. Assis sur le lit, la tête enturbannée dans l'odeur de Synthol, j'ai ouvert mon vieil atlas.

- Là ! a crié Gaëlle, les yeux fermés, posant son doigt sur le Groenland. Thulé, tout le monde descend, sa ban-

quise, ses phoques, ses Inuits et sa base américaine.

- Recommence, j'ai dit, je suis pas équipé pour.

- Tu triches ! qu'elle a répondu. Et puis tu peux pas faire demi-tour deux fois dans la même journée. C'est la règle du jeu (...)

> Sévy

LIBRES LIVRES

Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours

Howard Zinn
Éditions Agone

" L'histoire est la mémoire des États, écrivait Henri Kissinger (...). Le point de vue qui est le mien, en écrivant cette histoire des États-Unis, est bien différent : la mémoire des États n'est résolument pas la nôtre. Les nations ne sont pas des communautés et ne l'ont jamais été. L'histoire de n'importe quel pays présentée comme une histoire de famille, dissimule les plus âpres conflits d'intérêts (qui parfois éclatent au grand jour et sont le plus souvent réprimés) entre les conquérants et les populations soumises, les maîtres et les esclaves, les capitalistes et les travailleurs, les dominants et les dominés, qu'ils le soient pour des raisons de race ou de sexe." Voilà en quels termes Howard Zinn décrit sa démarche à la page 15 de son fabuleux livre de 800 pages. Un gros pavé sur lequel on s'endort épuisé de lecture, une sorte d'équivalent américain de " La révolution inconnue " de Voline. L'auteur vient d'évoquer dans les pages précédentes l'arrivée de Colomb en 1492, la couleur est donnée : celle du sang. Le sang pour prix du profit toujours insatiable. La force armée comme instrument d'oppression jusqu'à, Bush, le digne héritier des conquistadores...



" Au commencement, donc, étaient la conquête, l'esclavage et la mort " nous dit Howard Zinn citant Las Casas, jeune prêtre ayant participé à la conquête de Cuba. Un témoin de première bourre qui ayant retourné sa veste se fit dans son Histoire Générale des Indes le pourfendeur de la cruauté espagnole. Le massacre parcourt ces pages où la chronologie se mélange à la thématique des 24 chapitres. Habile construction qui nous permet d'aiguiser notre haine de l'oppression sur une belle meule : celle de la révolte. Car les révolté-e-s forment, en se donnant la main au dessus de 500 années écoulées, le fil rouge de ce livre. Oui, l'Amérique est une terre de révoltes. Celles des indiens, noirs, femmes, prolétaires, miséreux qui pullulent sur ce territoire du " capitalisme triomphant ", triomphant pour 1 % de la population qui possède 40 % des richesses comme nous le signale l'auteur...

Des luttes radicales foisonnent dont CNN ne nous parle jamais. Le pays d'Oncle Sam est surtout celui des laissés pour compte qui, avec les mots, les grèves et parfois les armes demandent l'addition. Sitting Bull au coude à coude avec les anarcho-syndicalistes des IWW du début du siècle et les opposants à la guerre du Vietnam, voilà une bien belle image que ce livre parvient à construire. Étonnement documenté, bourré de témoignages ce bouquin reste plus que digeste. On a affaire à un auteur enseignant en sciences politiques et histoire à l'université de Boston qui s'exprime avec clarté loin du vocabulaire et du style pontifiant qui prévaut par chez nous.

Howard Zinn ne fait pas une histoire populaire avec les mots de la bourgeoisie, il choisit son camp, sa classe, et ça sonne juste. Incontournable.

> Sévy

Les libertaires dans l'affaire Dreyfus

Jean-Marc Izrine
Éditions du Coquelicot

Militant depuis plus de trente années au sein du mouvement libertaire, Jean-Marc Izrine et ses amis de l'AL, s'inquiétèrent dans les années 1990 d'une résurgence possible de l'antisémitisme de gauche, y compris parmi les libertaires, par la voix du négationnisme. C'est ainsi qu'il écrivit l'ouvrage "Les

libertaires du Yiddishland", des juifs pauvres, anticléricaux et de surcroît anarchistes, cassant cette rumeur consensuelle véhiculée par l'antisémitisme qui considère tout juif comme un bourgeois ou un rabbin. C'est en suivant le même ordre d'idées qu'il s'intéresse aujourd'hui à l'affaire Dreyfus et au rôle joué par le mouvement libertaire. J. M. Izrine souhaite réhabiliter un mouvement oublié par l'historiographie officielle et démontrer, preuves à l'appui, que l'engagement de cette minorité a eu un rôle déterminant dans le combat pour la reconnaissance de l'innocence du capitaine Dreyfus. Mais aussi, dépassant le simple cadre de l'affaire, ils ont joué dès cette époque un rôle majeur en démontant les mécanismes politiques de l'antisémitisme, le reléguant ainsi dans l'argumentaire démagogique de l'extrême-droite.

13 € - à commander au Coquelicot,
BP 74078, 31029 Toulouse cedex 4.
en vente à la librairie Ombres Blanches



LES PARE-CROC EN PARLENT



POT DE VIN ET COPINAGE

Rwanda - Yougoslavie

Du 6 au 10 mai 2004 à la Chapelle

Du 5 au 10 mai : expo photos et textes. Portraits et témoignages de Rwandais (Collectif des 100 jours).

Jeudi 6 mai : GaronAfrique.

• Lecture-spectacle : " J'ai écrit sur les flammes... "

• Débat (sous réserve) : " Le drame et après... " en présence de Jean-Marie NYODUSENGA, Pédopsychologue ayant encadré des enfants Rwandais dans les camps de réfugiés ou un membre d'Avocats Sans Frontières.

Ven. 7 mai : GaronAfrique et le Collectif des 100 jours.

• Lecture-spectacle : " J'ai écrit sur les flammes... "

• Débat : " Écrire par devoir de mémoire " en présence de Catherine MAZAUERIC, universitaire ayant travaillé sur les écrits après le génocide rwandais.

Sam. 8 mai : GaronAfrique et le Collectif des 100 jours.

• Apéro-débat avec les Rwandais des associations Ibuka (les 100 jours) en présence de :

- Jean HATZFELD (sous réserve)

- Yolande MUKAGASANA (sous réserve)

• En soirée : " J'ai écrit sur les flammes... " + concert

Dim. 9 mai : Guernica.

• Apéro-débat en soutien au festival de Mostar

Lundi 10 mai : "Rwanda-Yougoslavie, regards croisés ".

• Films :

- " Un cri dans un silence inouï " sur le Rwanda.

- " De guerre lasse " sur l'ex-Yougoslavie.

• Conférence-débat en présence de :

- Général Divyak
- Michel Roux, universitaire
- Avocats Sans Frontières

Lieu-dit La Chapelle

36 rue Danielle Casanova, Toulouse

Renseignements : 06 30 88 60 09

Alternative libertaire

Sommaire du N° 128:

• Édito :

Madrid, Bagdad, Gaza

• Pleins feux :

La vraie claque ce sera dans la rue
Rennes : La chasse à l'UMP est ouverte
Contre le salaire au mérite

• Luttes :

Prolétaires de tous les pays
Et voguent les galériens
Un centre social à Toulouse

• Politique :

Voile, féminisme laïcité et lois
d'exclusion

• International :

Convoi syndical en Tchétchénie
Rwanda, 10 ans après le génocide

• Culture :

Paul Carpita, l'insti à la caméra
Entretien avec Fermin Muguruza

2,50 €. Alternative libertaire dans les Maisons de la presse, et, en région parisienne dans les gares SNCF, correspondances et terminus des métros et RER... et à Toulouse à Ombres Blanches.

Le n°127 est consultable en ligne : alternativelibertaire.org



Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 15,25 €

de soutien : 23 €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :



LE COQUELICOT, BP 74078, 31029 TOULOUSE CEDEX4

SOMMAIRE

ÇA M'ÉNERVE

Ils ont botté... 2

ÉCOLE DE COMMERCE

L'école c'est comme le fromage 2

CAPITAL DE LA DOULEUR

Ne faites rien ! 4

COMPTES DES MAGOTS

Tout est à eux, rien n'est à nous 5

HISSEZ LES VOILES

Laïcité : évolutions inquiétantes 6

CARNAVAL DES DUPES

Négociateur, mais négociateur quoi ? 8

BASTILLE VICHY

Non à la barbarie... 9

L'IMPROMPTU D'ALGER

Une élection tralala 10

NOTRE AGENT À LA HAVANE

Le paradoxe Chomsky 11

LA MAISON RUSSIE

Contre la guerre en Tchétchénie 12

LA MAISON RUSSIE

KGB ou FSB, on prend les mêmes 13

AUX URNES CITOYENS

Arria Ly, Gabrielle Petit, G. Couté 12

LIBER... TERRE

Ce matin, j'ai fait demi-tour 15

Directeur de publication :

Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Françoise Brami, Juanito Marcos, Pierre Rouault.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15 €

Abonnement de soutien : 20 €

Boîte postale : 74 078

31029 Toulouse CEDEX 4

Commission paritaire : en cours

Ont été mis à contribution

pour ce numéro : O. Alberola,

Bibass, Captain, Franck Einstein,

Arezki Metref, Patrick Mignard,

Patrick, Ravachefolle, Sévy.

Photos : Arnaud Dufaut, Bibass,

Pensamiento.

Les articles sont sous la responsabilité

de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot

Librairie La Gryphe - Lyon

La librairie libertaire La Gryphe a brulé le 30 mars. Bouquins et matériel de bureaux sont partis en fumée. Pour continuer ses activités, un soutien financier lui est indispensable. Chèques à mettre à l'ordre de N.B. en précisant au dos "solidarité contre les feux de poubelles".

Librairie libertaire La Gryphe

5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon